

BANGLADESH
Le gouvernement doit s'opposer à la vague de violence

Index AI : ASA 13/015/2004
ÉFAI

Mardi 24 août 2004

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Amnesty International est gravement préoccupée par la sécurité des personnes prenant part aux manifestations qui se déroulent cette semaine au Bangladesh.

Ces manifestations ont lieu à l'appel de la Ligue Awami, pour protester contre un attentat à la bombe qui a visé leur dirigeante samedi dernier, le 21 août 2004, faisant 19 morts et quelques 300 blessés. Après l'attentat, la police a utilisé une force excessive contre les militants qui étaient sur place.

« Le gouvernement a la responsabilité d'assurer la sécurité des personnes qui participent à ces manifestations. Une enquête approfondie et impartiale doit être menée sur l'attentat de samedi. Elle devra également déterminer comment les policiers en sont venus à rouer de coups les militants présents sur place et pourquoi ils ont refusé d'enregistrer une plainte contre l'attentat que voulaient déposer des personnes qui en avaient réchappé », a déclaré Amnesty International.

Le gouvernement a déjà ordonné une enquête judiciaire qu'il a confiée à une seule personne, mais son mandat et l'étendue de l'enquête n'ont pas été rendus public. On ne sait pas si ses conclusions vont être rendues public, ni ce qu'il adviendra des auteurs présumés de l'attentat.

« L'enquête doit porter sur tous les aspects de cette affaire et viser tant à identifier les auteurs de l'attentat que les autorités gouvernementales qui sont à l'origine du manque de sécurité lors du meeting de l'opposition et de l'insuffisance des secours médicaux aux blessés », a encore déclaré Amnesty International.

L'organisation estime que l'enquête doit également prendre en compte les attentats précédents, de manière à établir s'il y a un mode opératoire commun, le type d'explosif utilisé, son mode de fabrication et son origine.

Ces attentats à l'explosif surviennent à un moment où le Bangladesh est confronté à

d'autres graves épreuves concernant la défense et la protection des droits humains.

L'inefficacité du gouvernement pour empêcher des groupes religieux ou des gangs de criminels de s'attaquer aux défenseurs des droits humains et aux membres des communautés minoritaires contribue à aviver le sentiment d'insécurité.

Amnesty International exhorte le gouvernement du Bangladesh à veiller à la sécurité des personnes suivantes qui pourraient très prochainement être la cible d'attentat :

- Les membres de la famille du docteur Humayun Azad, un défenseur des droits humains qui est mort soudainement le 12 août, alors qu'il se trouvait en Allemagne. Ils ont été menacés de mort s'ils se rendent à l'aéroport pour recevoir sa dépouille le 27 août.

- Les rédacteurs et les journalistes de Prothom Alo, le plus grand quotidien du pays, qui ont été menacés par un groupe islamiste pour avoir publié des articles sur les activités de plusieurs *madrakas* (écoles coraniques) dans des zones rurales.

- Les membres de la communauté religieuse ahmadie qui sont depuis quelques mois la cible d'une campagne de haine menée par des groupes islamistes. Leur siège a été menacé d'attentat pour le 27 août.

Amnesty International demande à tous les partis politiques du Bangladesh d'user de leur influence auprès de leurs membres et de leurs sympathisants pour qu'ils ne fassent pas justice eux-mêmes et ne s'engagent pas dans des violences de masse. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>